

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-SIXIÈME SESSION

Documents officiels

CINQUIÈME COMMISSION
39^e séance
tenue le
jeudi 21 novembre 1991
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA **39^e** SEANCE

Président : M. MUNTASSER (Jamahiriya arabe libyenne)

président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR : REGIME **COMMUN** DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR : REGIME DES PENSIONS DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR : COORDINATION ADMINISTRATIVE ET BUDGETAIRE ENTRE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LES INSTITUTIONS SPECIALISEES AINSI QUE
L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

POINT 104 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS
VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES **AUX** COMPTES (suite)

POINT 114 DE L'ORDRE DU JOUR : BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES
DEFENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.5/46/SR.39
25 novembre 1991

ORIGINAL : FRANCAIS

La séance est ouverte à 10 h 20.

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR : REGIME COMMUN DES NATIONS UNIES (suite)
(A/46/30 et A/46/275; A/C.5/46/28, A/C.5/46/31, A/C.5/46/33 et A/C.5/46/35)

POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR : REGIME DES PENSIONS DES NATIONS UNIES (suite)
(A/46/9 et A/46/614; A/C.5/46/15, A/C.5/46/31 et A/C.5/46/33)

1. **M. SAHU** (Inde) dit que l'application du paragraphe 3 de l'**Article** 101 de la Charte passe nécessairement par l'adoption d'une politique judicieuse en matière de conditions d'emploi et de pensions, le personnel étant le principal atout des organisations du **système** des Nations Unies. Le principe Noblemaire demeure **valable** en tant que l'un des piliers du "régime commun". **Il** est vrai que ce régime devrait mieux tenir compte de la spécificité de certains emplois dans des organisations techniques et qu'il ne s'adapte pas rapidement à l'évolution des diverses situations, d'où de sérieuses disparités entre les différentes catégories de personnel et les différents lieux d'affectation. Cela étant, le régime commun demeure le meilleur mécanisme pour fixer les conditions d'emploi dans l'ensemble des organisations du **système** et rien ne peut justifier les mesures prises unilatéralement par certaines administrations, celles de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et de l'Organisation internationale du Travail (OIT) notamment. Les organisations qui ont accepté le statut de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) ont par **là même** renoncé à leur indépendance pour ce qui est des conditions d'emploi de leur personnel. La délégation indienne est tout à fait en accord avec les **vues** exprimées dans la section II du rapport de la **CFPI** à ce sujet et **elle** estime que, dans la résolution qu'elle adoptera sur ce point, l'Assemblée générale devrait demander à toutes les organisations qui ont accepté le statut de la **CFPI** de consulter celle-ci, et d'inviter un membre de son secrétariat à exposer aux Etats Membres tous les avantages et inconvénients de telle ou telle proposition, avant de prendre une décision qui aurait des incidences sur la rémunération de leurs fonctionnaires.

2. En ce qui concerne le rapport du Comité administratif de coordination (CAC) sur le fonctionnement de la **CFPI (A/46/275)** et les vues de cette dernière sur les recommandations qui y figurent, la délégation indienne souhaite que l'on continue d'améliorer l'efficacité et le fonctionnement de la Commission, mais sans aller jusqu'à modifier son statut. Ce dernier a été rédigé après de longues et difficiles négociations et ne devrait pas être amendé, sauf en cas de nécessité absolue.

3. A propos de la marge entre la rémunération nette des fonctionnaires fédéraux des Etats-Unis et celle des fonctionnaires des Nations Unies, c'est à juste titre que la CPFI, soucieuse **d'éviter** un gel de la rémunération dont les répercussions sur le plan de la gestion seraient inacceptables, demande à l'Assemblée générale d'annuler sa décision relative au maintien de la **marge** moyenne, sur une période de cinq ans, aux alentours du point médian de la fourchette de variation. De **même**, l'octroi d'augmentations partielles de l'indemnité de poste est une bonne formule dans la mesure où cela permettrait de maintenir la rémunération nette en deçà de la limite supérieure de la

(M. Sahu, Inde)

fourchette de variation. En tout état de cause, l'entrée en vigueur de la loi de 1990 sur la comparabilité de la rémunération des fonctionnaires fédéraux des Etats-Unis ramènerait la marge en dessous du point médian après 1994, si bien que, sur une période de 10 ans, la volonté de l'Assemblée générale serait respectée. En ce qui concerne le barème des traitements de base minima, la recommandation de la CFPI tendant à relever de 8,6 % ledit barème par incorporation des points d'ajustement correspondants aurait des incidences financières très importantes, non en elle-même, mais par le biais du système de primes de mobilité et de sujétion. Avant de se prononcer sur cette recommandation, la délégation indienne voudrait savoir, en premier lieu, s'il faut absolument statuer sur ce point à la session en cours, en deuxième lieu, quelle est la justification logique du lien entre les primes de mobilité et de sujétion et le traitement de base, et, enfin, quel est le montant estimatif des économies résultant de la rotation moins fréquente du personnel dans les lieux d'affectation difficiles.

4. Pour ce qui est des conditions d'emploi des sous-secrétaires généraux et secrétaires généraux adjoints, la solution recommandée par la CFPI, à savoir l'utilisation des niveaux approximatifs d'équivalence établis entre ces fonctionnaires et ceux de certaines classes de l'Executive Schedule de la fonction publique de référence, est la plus judicieuse en la circonstance, compte tenu de la difficulté d'établir nettement des équivalences directes entre les deux fonctions publiques et du caractère politique des nominations à ces postes. La question de l'augmentation de la rémunération nette des intéressés est à examiner compte tenu du principe Noblemaire, qui doit s'appliquer à toutes les catégories de personnel. La délégation indienne est également disposée à envisager favorablement le versement à ces fonctionnaires d'une allocation-logement et d'indemnités de représentation.

5. La question de la rémunération considérée aux fins de la pension des agents des services généraux et des pensions correspondantes est complexe et suscite bien des passions. Les organisations représentant le personnel semblent penser que l'Assemblée générale est résolue à réduire ces pensions, alors que les Etats Membres, dont l'Inde, font valoir que la méthode actuelle de détermination de la rémunération considérée aux fins de la pension des agents des services généraux est à l'origine de graves anomalies. Ce problème doit être réglé de manière objective, à partir de données techniques. Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a mentionné un certain nombre de possibilités au paragraphe 108 de son rapport, et la Commission a recommandé un règlement progressif de ce problème. La délégation indienne estime qu'il faut d'abord réunir et analyser toutes les données nécessaires et, en attendant, conserver le système actuel. Quant aux fonctionnaires hors cadre, dans le cas des fonctionnaires nommés qui sont affiliés à la Caisse, la rémunération considérée aux fins de la pension doit être régie par les statuts et règlements de la Caisse. Les fonctionnaires hors cadre qui sont élus doivent pouvoir choisir de s'affilier ou non à la Caisse. La Commission doit aider les organisations en élaborant des directives permettant d'assurer une certaine comparabilité à l'échelle du système pour les fonctionnaires hors cadre qui choisissent de ne pas s'affilier.

/...

(M. Sahu, Inde)

6. La délégation indienne approuve les propositions sur lesquelles les membres du Comité mixte se sont accordés à propos de la modification du système d'ajustement des pensions (par. 175 du rapport du Comité mixte). Elle se réjouit en outre de noter dans le rapport du Secrétaire général sur les placements de la Caisse (A/C.5/46/15) que le taux de rendement réel a atteint 3,8 % pour l'année terminée le 31 mars 1991 en dépit d'un ralentissement général de l'activité économique. L'Inde approuve les efforts faits par le Comité pour accroître les placements de la Caisse dans les pays en développement.

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR : COORDINATION ADMINISTRATIVE ET BUDGETAIRE ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LES INSTITUTIONS SPECIALISEES AINSI QUE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE (A/46/341 et A/46/546)

7. Le PRESIDENT rappelle que sur ce point de l'ordre du jour, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires établit habituellement un rapport de fond tous les deux ans, rapport que la Commission pourra donc examiner à la quarante-septième session de l'Assemblée générale. La seule autre question qui pourrait être abordée dans le cadre de ce point est celle de l'étude intérimaire du Groupe de vérificateurs externes des comptes sur l'élaboration de normes comptables communes. Cette question fait l'objet d'un paragraphe dans le projet de résolution présenté par le Vice-Président sur le point 104 de l'ordre du jour. Le Président propose donc que la Commission entende les délégations qui souhaitent intervenir sur ce point et s'attèle ensuite à l'élaboration d'un projet de décision.

8. Il en est ainsi décidé.

9. M. LINDBERG (Suède), parlant au nom des cinq pays nordiques, est tout à fait favorable à l'idée d'élaborer des normes comptables communes à tous les organismes des Nations Unies (A/46/341) et se félicite qu'elle rencontre l'agrément du CCQAB (A/46/546). Les pays nordiques approuvent également la proposition tendant à faire appel à un expert qui aurait pour mandat d'élaborer un ensemble de normes comptables communes s'inspirant autant que possible de celles publiées par le Comité international de normalisation de la comptabilité (IASB) et le Comité de recherche comptable de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI). Certes, ces organismes élaborent des normes expressément axées sur les besoins des entreprises commerciales, mais les pays nordiques estiment que les normes qui seront adoptées par le système des Nations Unies devraient s'écarter aussi peu que possible des normes internationales existantes. Il faut en effet que les donateurs de fonds extrabudgétaires puissent comparer les états financiers des organismes des Nations Unies et ceux d'organismes de secours du secteur "privé". Un alignement sur les normes internationales permettrait au système de profiter au moindre coût des progrès de la comptabilité et de recruter plus aisément du personnel compétent (d'où une réduction des besoins en formation interne et une plus grande mobilité, les échanges de personnel entre le système et les autres organisations internationales ou nationales devenant plus faciles).

/...

(M. Lindfors, Suède)

10. Dans l'annexe II du document A/46/341, le Groupe des vérificateurs externes des comptes indique que sur les 29 normes comptables existantes, 12 seulement pourraient être appliquées, telles quelles ou sans grande modification, à tous les organismes des Nations Unies. Or, il faudrait partir du principe que toutes les normes sont applicables et apporter ensuite la preuve, le cas échéant, que certaines ne le sont pas. Les pays nordiques apprécieraient en tout état de cause que leurs vues soient dûment prises en compte lorsque sera défini le mandat de l'expert chargé d'établir des normes comptables communes.

POINT 104 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite) (A/C.5/46/L.3)

11. M. SPAANS (Pays-Bas) donne lecture des principaux éléments du projet de résolution publié sous la cote A/C.5/46/L.3. Il précise que ce dernier comporte un certain nombre d'incidences financières et fera donc l'objet d'un état d'incidences sur le budget-programme. Il se félicite de l'esprit de coopération dont les délégations ont fait preuve au cours des consultations officieuses et propose qu'une fois l'état d'incidences sur le budget-programme établi, la Commission adopte le projet sans vote.

12. Le PRESIDENT demande au Secrétariat d'accélérer l'établissement de l'état d'incidences sur le budget-programme du projet de résolution à l'examen, afin que la Commission puisse statuer sur la question.

La séance est suspendue à 11 heures; elle est reprise à 11 h 15.

POINT 114 DE L'ORDRE DU JOUR : BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite) (A/46/11 et Add.1 et Add. 2/Rev.1)

13. Mme SUVARNATEMEE (Thaïlande) s'associe aux délégations qui estiment que les dépenses de l'Organisation doivent être réparties entre les Membres selon leur capacité de paiement et qu'une fois fixé par l'Assemblée générale, le barème ne doit pas être révisé pendant au moins trois ans, à moins que la situation économique d'un Etat ait sensiblement changé. Ces principes fondamentaux, qui sont énoncés à l'article 160 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, sont à la fois équitables, suffisamment souples et fidèles à la Charte.

14. La délégation thaïlandaise souscrit aux recommandations du Comité des contributions relatives au coefficient de dégrèvement et au plafond du revenu par habitant. Le fait de fixer ce dernier par référence au revenu moyen mondial peut faciliter l'instauration d'un système stable comportant un dispositif d'ajustement automatique en fonction de l'évolution du revenu mondial.

(Mme Suvarnatamee, Thaïlande)

15. La délégation thaïlandaise est également favorable au maintien d'une période statistique de base de 10 ans car en privilégiant les tendances économiques à long terme, on obtient un barème de quotes-parts plus réaliste. Elle est consciente que la complexité de la formule de limitation des variations est un sujet de controverse mais estime qu'il faut continuer de l'appliquer en l'absence d'une solution de rechange acceptable. De manière générale, elle approuve la méthode utilisée et est prête à participer activement à la recherche d'un consensus sur le nouveau barème.

16. M. MOOSE (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation sait gré aux membres du Comité des efforts considérables qu'ils ont déployés pour donner suite aux directives parfois contradictoires de l'Assemblée générale, mais fait néanmoins des réserves sur les ajustements spéciaux opérés par le Comité, dont le mandat est celui d'un organe technique.

17. La délégation américaine a signalé à plusieurs reprises son opposition à l'idée selon laquelle la capacité de paiement est le critère fondamental pour l'établissement du barème. Elle s'associe aux membres du Comité qui y voient l'une des causes de l'attitude négative de nombre d'Etats Membres et des distorsions constatées. Comme il est indiqué aux paragraphes 47 et 48 du rapport A/46/16, le moment est venu de revoir la méthode utilisée et d'amener les Etats Membres à adopter une attitude plus positive, en prenant en considération les avantages et les privilèges qui s'attachent à la qualité de membre. L'Assemblée générale devrait donc autoriser le Comité à utiliser des méthodes qui ne reposent plus uniquement sur la capacité de paiement, mais qui tiennent compte des changements survenus récemment. La question n'est plus tant de savoir de quel montant doivent être les quotes-parts mais comment celles-ci peuvent contribuer à promouvoir les buts et valeurs de l'Organisation. Consciente qu'il faut donner au Comité le temps de mettre au point une nouvelle méthode, la délégation américaine invite instamment la Commission à accepter les propositions de cet organe pour la période 1992-1994, conformément à l'article 160 du règlement intérieur,

18. M. WIBISSONO (Indonésie) se joint aux orateurs qui ont donné leur appui à la recommandation du Comité des contributions relatives au nouveau barème des quotes-parts. Le critère fondamental doit rester la capacité de paiement, déterminée en fonction du revenu national. La délégation indonésienne est favorable au relèvement du plafond du revenu par habitant et, de manière générale, à l'application de la formule de limitations des variations dans la mesure où elle allège le fardeau des pays en développement. Elle constate par ailleurs que nombre de ces derniers bénéficient des ajustements spéciaux.

19. En revanche, la délégation indonésienne ne peut souscrire à certaines des suggestions qui sont formulées au chapitre VIII du rapport du Comité où sont envisagées un certain nombre de modifications à la méthode actuelle. Elle ne saurait notamment accepter qu'un critère tel que l'intérêt porté par les Etats Membres à l'Organisation soit adopté car cela signifie implicitement que les Etats dotés des moyens financiers suffisants pourraient acquérir des

(M. Wibisono, Indonésie)

prérogatives, tandis que les pays Qn développement SQ verraient privés de leurs droits légitimes. Ces réserves étant faites, la délégation indonésienne participera activement à tout effort visant à parvenir à un consensus.

20. M. TALAVERA (Pérou) dit qu'à l'instar de beaucoup d'autres, sa délégation estime que la méthode d'établissement du barème peut être améliorée. Le plafond du revenu par habitant étant le seul élément qui permette de tenir compte de la richesse relative des pays, elle demande qu'il soit régulièrement réévalué de façon à ne jamais être inférieur au revenu moyen mondial,

21. Il faut continuer d'étudier les modalités d'un ajustement Qn fonction de l'endettement car la formule actuelle ne prend pas pleinement en considération les problèmes des pays en développement très endettés. La période statistique de base doit rester fixée à 10 ans, à la fois pour assurer la stabilité voulue et pour atténuer les effets sur les quotes-parts de variations brutales ou éphémères de la situation économique des Etats Membres.

22. La délégation péruvienne reconnaît que le Comité doit pouvoir procéder à des ajustements spéciaux dans la mesure où la méthode n'est pas parfaite mais insiste pour que les critères définis par l'Assemblée générale en la matière soient respectés. Elle se félicite que le Comité ait décidé d'utiliser la méthode des taux de change corrigés des prix pour atténuer les effets des distorsions importantes des taux de change. Le barème proposé témoigne des efforts faits par le Comité pour obtenir l'agrément de tous les Etats Membres. Il doit rester en vigueur pendant trois ans, comme prévu, étant entendu que les prochains barèmes devront tenir compte des points soulevés par la délégation péruvienne.

23. M. BAZABIDILA (Congo) indique qu'en dépit de ses difficultés économiques, le Congo s'est mis en règle Qn acquittant partiellement ses arriérés de contribution au budget ordinaire. Rappelant les directives données par l'Assemblée générale au Comité, l'orateur dit que, de manière générale, sa délégation Souscrit aux recommandations de ce dernier. L'application du barème Sur une période de trois ans est conforme à la résolution 45/256 et à l'article 160 du règlement intérieur de l'Assemblée générale. La délégation congolaise est favorable au relèvement du plafond du revenu par habitant, qui reflète la hausse du revenu moyen mondial, ainsi qu'au maintien d'une période statistique de base de 10 ans, qui permet d'aboutir à des quotes-parts plus réalistes pour la majorité des Etats Membres.

24. Comme le Comité des contributions, la délégation congolaise est d'avis que les quotes-parts doivent être proportionnelles à la capacité réelle de paiement des Etats Membres au moment où ils doivent en effectuer le versement : il s'agit là d'un principe consacré par la Charte et par le règlement intérieur de l'Assemblée générale. Il faudrait notamment que le Comité prenne davantage Qn considération la dette des pays en développement et les autres facteurs mentionnés par l'Assemblée au paragraphe 3 de sa résolution 43/223 B, de même que la situation précaire des pays bénéficiaires des taux planchers. La quote-part de ces derniers ne devrait pas être

/...

(M. Bazabidila, Congo)

modifiée tant que leur situation économique ne se sera pas sensiblement améliorée. Cela étant, la délégation congolaise souscrit au barème recommandé par le Comité des contributions qui se tient prête à examiner toute proposition de nature à rendre plus équitable la répartition des dépenses de l'Organisation.

25. M. AL-ARIMI (Oman) tient à rendre hommage aux membres du Comité des contributions qui, de toute évidence, ont fait des efforts considérables pour respecter les directives données par l'Assemblée générale dans ses résolutions. Cela étant, il aurait souhaité que la méthode utilisée, qui est très complexe, soit présentée beaucoup plus clairement dans le rapport du Comité.

26. Etant donné les bouleversements économiques survenus dans le monde au cours des dernières années, il serait préférable de ramener à cinq ans la durée de la période statistique de base. En effet, la période de 10 ans actuellement retenue ne permet pas de déterminer correctement la capacité de paiement effective des États Membres. Cela est particulièrement vrai dans le cas d'un pays en développement comme l'Oman qui consent d'énormes efforts financiers pour se doter des infrastructures nécessaires. L'Oman a notamment emprunté des sommes très substantielles pour développer ses régions les plus reculées où vit une part importante de la population.

27. Un autre facteur que le Comité n'a pas suffisamment pris en considération est la très grande dépendance de l'économie omanaise à l'égard du pétrole : 83 % du revenu national et 95 % des recettes en monnaie forte proviennent de cette ressource non renouvelable dont les prix sont au demeurant très instables. De plus, la stagnation économique engendrée par la guerre du Golfe a eu des répercussions très sensibles sur tous les pays, et plus particulièrement sur ceux de la région.

28. En dépit de tous ces facteurs, le Comité propose d'augmenter d'un point, soit de 50 %, la quote-part de l'Oman. Un tel relèvement ne peut avoir que des incidences négatives sur la contribution de l'Oman à d'autres organismes et aux opérations de maintien de la paix. La délégation omanaise estime qu'une telle proposition est injuste et que le Comité n'a pas pris pleinement en considération les directives de l'Assemblée générale.

29. M. MONAYAIR (Koweït), rappelant les directives données par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/256, dit que plusieurs des éléments de la méthode utilisée devraient être revus, en particulier la formule de limitation des variations et la période statistique de base. Il constate que plusieurs des directives de l'Assemblée générale n'ont pas été appliquées; il espère que le Comité en tiendra dûment compte à l'avenir, notamment de la disposition relative aux pays présentant certaines caractéristiques économiques, qui figure au paragraphe 3 de la résolution 44/19, A. Il est anormal que la quote-part des pays en développement augmente constamment alors que celle des pays développés diminue. Parmi les éléments qui doivent être pris en

~~(M. Monayair, Koweït)~~

considération, M. Monayair mentionne l'endettement, les distorsions dues aux taux de change, la comparabilité des données statistiques et le revenu par habitant. M. Monayair rappelle à cet égard les conséquences désastreuses de l'invasion iraquienne sur l'économie du Koweït et de beaucoup d'autres pays et sur l'environnement,

La séance ' vée à 12 h 5.